



# UNE ÉCOLE AU CŒUR DE LA FAVELA À FLORIANÓPOLIS

Nadir Zago

Comment s'interpénètrent dynamiques urbaines et dynamiques scolaires dans des contextes sociaux caractérisés par l'hétérogénéité sociale et culturelle de la population ? Dans un quartier de la périphérie urbaine de Florianópolis, capitale de l'État de Santa Catarina, au sud du Brésil, le cas analysé, les différences sociales les plus visibles sont liées au mode d'occupation de l'espace urbain et au type d'habitation. La discrimination et la ségrégation sociale et scolaire se matérialisent par des stratégies d'évitement ou de fuite du quartier ou de son établissement scolaire.

La majeure partie du territoire de Florianópolis se situe sur une île de 438 km<sup>2</sup>, aux nombreuses plages. La capitale, dont la population a été estimée à 285 590 habitants en 1995, et quatre autres municipalités situées sur le continent, forment la microrégion appelée « Grande Florianópolis ». Cette région a augmenté sa population de 228 % de 1960 à 1990<sup>1</sup>. Ce sont les taux les plus élevés d'urbanisation de l'État de Santa Catarina. Sur les 628 238 habitants de la région, 84 % habitent en milieu urbain alors que, à Florianópolis, ce pourcentage monte à 93,97 %.

Le processus de croissance accélérée de l'urbanisation a commencé dans les années soixante, conséquence du modèle économique d'industrialisation du pays et de modernisation capitaliste de l'agriculture, entraînant un fort exode rural. D'autres facteurs contribuent à l'urbanisation : le renforcement du pouvoir de l'État et la création d'entreprises et de plusieurs administrations publiques, l'implantation d'un réseau routier entre la capitale et l'intérieur de l'État et, plus récemment, l'expansion du tourisme.

Avec ce renforcement du tourisme, les terres autrefois occupées par la petite production agricole ont été transformées en lotissements résidentiels. L'agriculture est devenue tout à fait inexpressive dans la municipalité et la région alors qu'augmentaient les investissements dans le secteur touristique, la construction civile, la petite industrie et le secteur tertiaire. Actuellement l'agriculture et la pêche sont les secteurs qui absorbent le moins de main-d'œuvre : seulement 2,96 % de la main d'œuvre se trouve dans le secteur primaire de l'économie (CECA/FNMA, 1996). Ces changements d'usage de la terre ont modifié radicalement les anciennes communautés liées à la pêche artisanale et à la petite production, et entraîné de profondes transformations des modes de vie de la population.

La capitale a été le siège de migrations en provenance de zones urbaines et rurales, surtout de l'intérieur de l'État de Santa Catarina, à la recherche d'une insertion professionnelle. L'offre d'emploi en ville a augmenté beaucoup plus lentement que la vague de migrants, provoquant chômage et appauvrissement de grandes parties de population. En l'absence d'une politique d'habitat populaire et d'un marché du travail capable d'absorber cette main-d'œuvre, un nombre toujours croissant de démunis a dû se rabattre sur les collines proches du centre de la ville ou dans les zones périurbaines, et d'accepter des conditions d'habitat précaires. Les occupations illégales de terres qui avaient déjà tendance à s'étendre mais restaient sans organisation collective, ont commencé à être organisées, à partir de la fin des années quatre-vingt, sous la forme d'un mouvement appelé « sans logis », aidé par des secteurs de l'église catholique. Ces transformations des processus d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain ont été à l'origine de nombreux conflits et du renforcement de la discrimination envers les populations vivant à la marge de la société.

Selon les données fournies par l'Institut de l'Aménagement Urbain de Florianópolis, 46 agglomérations résidentielles considérées zones démunies ont été enregistrées en 1993 (6 de plus par rapport à 1987), représentant 12,63 % de la population de la municipalité<sup>2</sup>.

L'étude des interactions entre l'école et le milieu local a été réalisée dans une de ces zones dites démunies, située sur le continent et distante de 10 km du centre de la ville de Florianópolis. Cette zone a souffert ces dernières années de transformations significatives du point de vue démographique et dans l'occupation du territoire. Dès la fin des années quatre-vingt, le nombre de domiciles a considérablement augmenté en raison de la construction de nombreux logements de type populaire, financés par des prêts à long terme, mais aussi par de nombreuses

*Page de gauche : Écoliers au centre-ville, Sao-Paulo.*

1. De 1960 à 1990, la population de Florianópolis a augmenté de 161 %, phénomène encore plus accentué dans la « Grande Florianópolis », qui enregistre une augmentation de 228 %. CECA/FNMA (1996 : 212).

2. Sont considérées zones démunies celles dont 70 % des familles ont de très faibles revenus, entre 1 et 3 salaires minimum (actuellement un salaire minimum (SM) correspond à 112 dollars) et qui présentent des problèmes de logements et d'infrastructure urbaine (IPUF, 1993 : 3).

occupations illégales de terrains. La configuration du quartier est donc devenue hétérogène tant sur le plan des habitations qu'en terme de provenance géographique de la population. Les constructions populaires – maisons toutes simples en bois ou en béton et divers groupes d'immeubles locatifs sociaux – sont concentrées essentiellement du côté gauche de l'avenue principale. Du côté droit se trouve le plus grand bidonville «*favela*» de la périphérie urbaine, où les constructions sont généralement en mauvais matériaux et à surface réduite.

Quartier de la zone périurbaine, socialement défavorisé, à la réputation connue par la presse locale, le lieu de cette étude est caractéristique des problèmes urbains propres à une société inégalitaire, où sont concentrés revenus et richesses dans les mains d'une minorité d'un côté, activités semi ou non qualifiées et à faible rémunération, chômage, précarité des conditions de logement et de subsistance de l'autre<sup>3</sup>. Bien que les habitants du quartier étudié soient de catégories socio-économiques différenciées, ils ont, dans leur majorité, un pouvoir d'achat très bas<sup>4</sup>. Les différences sociales résultent plus du mode d'insertion des adultes sur le marché du travail que des revenus eux-mêmes. C'est dans la *favela* que nous avons trouvé le plus grand nombre d'interviewés ayant un travail irrégulier, sous forme de «*petits boulots*», non déclarés, ce qui ne leur permet pas d'avoir accès au crédit du logement populaire. Le bas niveau de scolarité et de qualification professionnelle des adultes limite leur chance de travail et l'obtention de salaires plus rentables.

Le quartier est connu pour sa concentration de problèmes sociaux et à l'école on observe des indices élevés de redoublement, une grande évasion scolaire et une forte mobilité des enseignants. C'est une école publique construite à la fin des années quatre-vingt, destinée à l'enseignement de la maternelle à la 3e, ce qui correspond au cycle complet de l'enseignement obligatoire au Brésil. Initialement conçue pour répondre à la demande des habitants des nouveaux logements sociaux, elle se trouve située au cœur de la *favela*. Elle a dû faire face, dès sa deuxième année de fonctionnement, aux transformations du quartier : sa population a augmenté et même doublé : en 1988, il y avait 553 élèves inscrits, en 1993 il y en avait 1409.

Quelles sont, dans ces conditions, les perceptions et les pratiques des habitants par rapport au quartier et à l'institution scolaire ? Une recherche de type qualitatif a été menée auprès de 38 familles qui ont des enfants à l'âge de la scolarité obligatoire ; 19 résident dans le bidonville et 19 dans les autres formes d'habitation<sup>5</sup>.

## Le quartier vu par ses habitants

Qu'ils soient propriétaires de leur logement ou qu'ils aient occupé un terrain illégalement, les habitants n'ont pas, à proprement parler, choisi leur lieu de résidence. Le quartier est reconnu par tous comme étant «*un quartier à*

problèmes». Bien que les interviewés reconnaissent certains avantages liés à la proximité du centre de la ville, les commentaires sur le quartier prennent une connotation négative à propos de l'insécurité (trafic de drogue, agressions, violence) et traduisent des sentiments de méfiance envers la population et les institutions publiques chargées de la sécurité de ses habitants. Le quartier est donc loin d'être une «*communauté*» dans le sens donné originellement à ce terme (Henriot-van Zanten A., 1987). Les difficultés économiques, trait commun à tous les ménages, alliées à l'image de dégradation du quartier, engendrent une forte sensation de mise à l'écart et d'exclusion.

Malgré la prépondérance du caractère populaire du quartier, le mode selon lequel chaque famille vit cette réalité sociale et le rapport qu'elle établit avec l'institution scolaire ne sont pas nécessairement les mêmes.

Le type d'habitation produit une démarcation sociale et justifie la discrimination. Il existe une grande différence entre habiter hors bidonville, que ce soit dans un appartement ou une maison populaire, et habiter à l'intérieur du bidonville. Les différences sont à la fois objectives et symboliques. Habiter au bidonville – sur un terrain occupé illégalement – signifie compter avec l'incertitude et les difficultés dues à la précarité et à l'insalubrité du logement et des espaces communs<sup>6</sup>, et signifie aussi être porteur du stigmate de *favelado*. La zone occupée illégalement, parce qu'elle concentre sur un même espace les habitations les plus précaires, les plus hauts taux de chômage et d'enfants non scolarisés, entre autres indices de pauvreté, est extrêmement visible socialement et sert de référence à l'établissement de différences entre les habitants. Un véritable mur imaginaire sépare, d'un côté, ceux qui vivent dans le bidonville et de l'autre, ceux dont les conditions d'habitation sont plus conformes aux normes dominantes de la société. Même si les positions ne sont pas toujours très claires et s'il existe des situations intermédiaires, les différences ayant pour base les conditions matérielles de logement s'expriment aussi de manière symbolique et alimentent les formes de perception de l'autre, marquent les relations de voisinage ou les rapports avec les institutions, comme l'école.

Même si les habitants du bidonville signalent, autant que les autres interviewés, un certain nombre de problèmes dans leur quartier, ils ne donnent pas de celui-ci

3. On retrouve des situations semblables dans d'autres zones périurbaines, comme le montre une étude réalisée par l'Institut de l'Aménagement Urbain dans 18 localités considérées démunies situées sur le continent (IPUF, 1993).

4. La plupart des familles avait un revenu inférieur ou égal à 3 SM mais 38 % était dans la tranche des 1 à 2 SM et dans 21 % des cas, il n'a pas été possible de préciser en fonction de l'irrégularité des revenus.

5. L'instrument principal d'enquête a été l'entretien semi-directif pratiqué chez les habitants et, dans la majorité des cas, avec la mère des enfants.

6. Dans le bidonville il n'y a pas d'infrastructure sanitaire, celle-ci étant à la charge des propres habitants. Il y a aussi des problèmes d'illumination publique et les ruelles ne sont pas pavées et donc extrêmement boueuses par jour de pluie.

une connotation négative généralisée. Leurs critiques et revendications portent plus sur le manque de sécurité et sur les problèmes d'infrastructure propres aux bidonvilles. N'ayant aucun changement en perspective, ils essaient de s'adapter à cette réalité sociale et de pratiquer ce qu'on a appelé « la conciliation face à une situation de nécessité ». Il ne s'agit pas, pourtant, de conformisme ou d'une identification avec la réalité du bidonville, mais de la conscience des limites imposées par leurs conditions matérielles objectives.

Les familles qui vivent au bidonville aspirent à des conditions de confort, au droit d'avoir un logement digne et d'autres biens matériels et, dans certains cas, vivent la réalité du bidonville avec un sentiment profond de révolte. C'est le cas de 3 sur les 19 familles interviewées, qui adoptent une attitude de « rejet » plutôt qu'une recherche d'adaptation. Ces familles, comme la majeure partie de ceux qui n'habitent pas dans le bidonville, affirment qu'elles quitteront le quartier dès que l'occasion se présentera. Ainsi de cette mère de 7

enfants, femme de ménage, habitant le quartier depuis deux ans : « Vous croyez que j'habite ici par plaisir ? Dieu m'en garde ! Je n'aime pas habiter ici ! Je n'aime pas le bidonville, j'y suis obligée ! ».

Les données fournies par les interviewés hors-bidonville montrent que, s'ils n'ont pas choisi leur lieu d'habitation, eux non plus, ils vivent la réalité sociale locale de façon très différente : ils sont majoritaires à avoir un projet explicite de déménagement du quartier lorsqu'ils ont une image négative (désorganisé, violent, qui abrite une population hétérogène et qui n'obéit pas aux règles minimales de sociabilité).

Ce sont en effet essentiellement les habitants hors-bidonville qui tracent un tableau chaotique du quartier en fonction de sa situation objective autant que de sa représentation symbolique. La majorité de ceux qui résident hors *favela*, estiment que les problèmes se sont accrus dans les dernières années avec les transformations démographiques du quartier mais sont dus surtout au développement de la *favela*, à l'origine et au mode de vie de sa population. La cible des critiques est constituée par les habitants du bidonville considérés comme les principaux responsables des maux sociaux. Migrants de diverses régions de l'État, ils sont désignés comme les fauteurs de troubles, « ces gens-là », « des gens étranges, agressifs, révoltés », entre autres étiquettes. Ces réactions de discordance se caractérisent par le rejet d'une série de comportements considérés comme typiques de l'univers du bidonville : alcoolisme, drogues, agressions, disputes verbales, utilisation d'un vocabulaire contraire aux normes morales et autres, qui renvoient à l'idée d'une forte différence culturelle, sans rapport avec l'origine ethnique ou la race.

Tout se passe comme si la *favela* abritait une population indifférenciée et que le fait d'y résider impliquait une identification avec tout ce qui pourrait signifier désordre

et marginalité. On ne voit pas d'individualités mais un tout où se perd la singularité des individus, dans ce collectif dénommé *favelado*. Ces observations radicales et dichotomisées expriment une forme de racisme, puisque celui-ci entremêle différences biologiques, culturelles et sociales (Dubet et Lapeyronnie, 1992 : 148 et 157).



La favela de Florianópolis.

Bien qu'il existe de réels problèmes, ceux-ci sont exacerbés et donnent lieu à une image stéréotypée du quartier et d'une partie de sa population. Il devient difficile de discerner, dans l'imbrication de ces différents niveaux de réalité, ce qui fait partie des fantasmes et ce qui est réel. Dans de nombreux cas, les interviewés affirment catégoriquement n'avoir rien souffert et ne pas avoir personnellement à se plaindre, mais ils partagent l'idée négative du quartier comme un tout, idée généralement fondée sur les rumeurs qui y circulent. C'est ce que nous raconte, par exemple, cette mère de deux enfants, couturière à domicile : « Tout le monde parle du quartier ! Moi, je n'ai rien à dire ! Mais j'ai honte de dire que j'habite ici ».

Cette mère, comme la plupart des interviewés hors bidonville, admet que, avec le développement du bidonville, le quartier a une mauvaise réputation auprès des gens « du dehors ». Plusieurs interviewés déclarent qu'ils cachent aux autres le fait qu'ils y habitent. La fuite du quartier est une stratégie encore plus radicale. Inquiètes de l'image du quartier et sentant leur propre position sociale menacée, de nombreuses familles font d'énormes sacrifices pour quitter les lieux. Mais ce départ peut mettre longtemps à se concrétiser, quand il dépend de la vente du bien immobilier, rendue elle-même plus difficile par la mauvaise réputation du quartier.

Pendant qu'une partie des familles habitant hors bidonville cherche à quitter ce lieu et cette réalité jugés impropres à leurs projets de vie, l'autre ne dramatise pas autant la cohabitation dans ce milieu social. Même si la majorité partage une vision dichotomisée du type « nous » (les victimes) et « les autres » (les fauteurs de troubles), dans le groupe de 19 familles, cinq font une évaluation moins radicale tant de la situation du quartier que de l'origine de



ses problèmes. Pour elles, les problèmes ne sont pas spécifiques au quartier mais sont le résultat d'une société qui s'urbanise et qui est de ce fait la proie d'un processus de dégradation croissante. Elles se montrent réticentes aux rumeurs qui circulent localement et, en général, ne sont pas d'accord avec l'image négative du quartier. Plus sensibles aux problèmes de ceux qui vivent en situation précaire, elles adoptent envers eux une attitude plus huma-



Jeunes noirs, publicité blanche.

niste. Ainsi la cohabitation peut-elle aller du rejet absolu à une meilleure adaptation à l'environnement. L'histoire personnelle, les conditions objectives de vie, la participation à des mouvements collectifs ainsi que les expériences vécues dans le quartier et par rapport à l'institution scolaire, sont des facteurs qui semblent jouer un rôle important dans l'adoption de positions moins radicales et plus tolérantes envers la diversité locale.

Il n'y a donc pas de discours unitaire concernant le quartier ou l'institution scolaire. Mais l'expression des différences ne se fait pas uniquement à partir du discours, elle se matérialise aussi dans des pratiques quotidiennes et par une «ségrégation active», pour reprendre l'expression de M. Wieviorka (1995). La cohabitation forcée et les sentiments de non appartenance au milieu local, alliés à la grande mobilité des habitants, ont évidemment des effets sur les relations sociales existantes dans le quartier: isolement dans le groupe familial, organisation de pétitions pour le déplacement de la *favela* et autres attitudes discriminatoires sont souvent déguisées par les nombreuses ambiguïtés et contradictions qui se mêlent au discours.

La cohabitation se caractérise en grande partie par le caractère superficiel des relations («je n'ai pas de contact avec les gens d'ici, c'est bonjour-bonsoir»), sentiments et attitudes d'isolement et de méfiance («je n'aime pas me mélanger à ces gens-là», «on doit vivre séparés: nous de notre côté et eux du leur»). Indépendamment du type d'habitation, peu sont ceux qui disent maintenir des relations primaires consolidées dans le quartier, phénomène

qui tend à s'accroître avec la mobilité géographique des habitants<sup>7</sup>.

Ces stratégies d'évitement deviennent plus visibles quand les sujets de discussion sont les enfants et les pratiques d'éducation familiale. La circulation des drogues et la présence d'une population pouvant avoir des influences négatives sur la socialisation des enfants font partie des principales inquiétudes des parents. Le contact avec la rue est, dans ce sens, extrêmement redouté. La rue s'oppose aux règles de l'éducation familiale et représente une menace pour les parents qui ont peur de perdre le contrôle sur l'éducation des enfants<sup>8</sup>. Pour les protéger de cette ambiance «perverse et dangereuse», les adultes interfèrent dans le choix des compagnies et des espaces où leurs enfants peuvent ou non jouer, ou voient dans le travail infantile une autre forme de contrôle<sup>9</sup>. Dans les cas les plus extrêmes, le groupe d'amis du quartier est sensiblement réduit et, en dehors des heures de cours, les enfants doivent rester dans l'espace privatif de la maison, comme en témoignent de nombreux parents interviewés, tous ayant leur résidence en dehors de la *favela*. Que ce soit dans les situations de contrôle plus radical ou dans celles caractérisées par une plus

grande flexibilité, les stratégies pour éviter tout contact avec «les autres» ou les étrangers au quartier ne se font pas sans le renfort de la dichotomisation des groupes déjà signalés. Éviter le contact avec les «mauvaises compagnies» implique fréquemment des pratiques discriminatoires: nombreux sont les cas de mères interdisant à leurs enfants de jouer avec ceux de la *favela*.

Le quartier ne peut donc pas être considéré comme un tout indifférencié. Le quartier vécu par les habitants a ses zones et ses groupes souvent en opposition. Cette séparation entre espaces voisins, marqués par l'isolement et la ségrégation sociale, n'est évidemment pas l'exclusivité des périphéries où la *favela* est proche des autres groupes d'habitation. Au contraire, ces phénomènes se reproduisent avec la même intensité ou une plus grande dans d'autres formes de configurations urbaines, qui ont aussi pour caractéristiques la concentration des problèmes sociaux et l'hétérogénéité de la population. Dans le contexte français des comportements assez proches ont été observés, avec des stratégies d'évitement liées à la composition sociale et ethnique du public, mais aussi aux

7. Le temps de résidence des familles du quartier est relativement court. Des familles étudiées environ 75 % y résidaient depuis 1 à 5 ans et 25 % depuis 6 ans ou plus.

8. Pour le sens de la rue dans la société brésilienne, consulter le livre de Damatta (1991).

9. Le travail infantile remplit, dans les milieux populaires, une double fonction: de socialisation et de contribution au revenu familial (Zago N., 1994).

échecs scolaires. L'autre n'est pas le *favelado* mais le migrant d'origine étrangère et d'origine sociale défavorisée comme l'ont bien montré les études de Léger, A. et Tripier, M. (1986), Henriot-van Zanten, A. ; Payet, J.-P. et Roulleau-berger, L. (1994), entre autres. Le parallélisme des situations invite à une théorisation plus systématique autour du stigmaté sur un bouc-émissaire, que ce stigmaté soit ethnique, racial, ou plus largement social (Dubet et Lapeyronnie, 1992 : 148 et 157).

## La ségrégation passe de la ville à l'école

Les études sont, de nos jours, incontestablement valorisées aussi dans les milieux populaires ; mais il existe d'autres points de rapprochement des formes de relations entre les familles et l'école. Les revendications pour une éducation tournée vers l'intégration professionnelle et sociale des jeunes, vers la discipline, l'ordre et la formation morale, trouvent un appui dans la scolarisation qui va beaucoup plus loin que la transmission des contenus scolaires. Elles comprennent aussi la continuité des pratiques d'éducation familiale, la prévention du contact avec la rue et la marginalité. La fonction de l'école dans les milieux populaires n'est donc pas uniquement instrumentale, elle est aussi de socialisation et reproduction des valeurs morales (De Queiroz, 1995 : 75). De l'école, lieu dépositaire de beaucoup d'espoir pour le futur des enfants, sont attendues des réponses aux problèmes sociaux, comme celui de la violence scolaire.

Entre la pluralité des demandes parentales et la diversité des rapports quotidiens entre la population et l'école, il existe de nombreux malentendus et conflits qui augmentent les distances entre famille et école. Le changement d'établissement scolaire répond souvent à la volonté d'échapper à un ensemble de conditions jugées négatives, en dépit de la proximité de l'école.

Les caractéristiques du quartier, décrites dans les pages précédentes, témoignent sur la nature complexe des interactions entre la population locale et l'école. Le quartier et l'école ne sont pas des entités isolées. Comme l'observe J.-P. Payet, «entre l'école et l'espace local, des échanges se produisent qui affectent l'identité de chacun des territoires (urbain, scolaire), tant au niveau de leur composition sociale et ethnique, des modes de cohabitation de leurs publics, que de l'établissement et de la diffusion de normes et de valeurs » (Payet, 1994, 9).

Au Brésil, dans le cas que nous avons étudié, l'école, située sur le même territoire qu'un bidonville dont la population est d'emblée stigmatisée, est connotée de la même manière que le quartier, et vue comme un lieu désorganisé et violent, qui n'offre pas de sécurité aux

élèves. L'école, comme le quartier, devient un espace craint qui produit tensions et conflits. Les questions proprement pédagogiques se trouvent donc fortement négligées du fait des représentations négatives qu'une partie du quartier développe vis-à-vis de l'autre (bidonville).

Les réclamations des parents concernent les divers types de violences entre élèves et non-élèves et qui ont lieu à l'intérieur mais surtout à l'entrée et à la sortie de l'école : vols, agressions verbales et disputes physiques, bousculades, interpellations dépréciatives, obscénités et autres comportements «déviant» qui contrarient les normes morales. La plus grande partie des discussions relatives au fonctionnement de l'école est directement liée aux insatisfactions quant à la manière dont celle-ci affronte ce genre de problèmes. Les parents demandent des réponses plus énergiques et la mise en œuvre de normes et de pratiques de contrôle pour rétablir l'ordre et



Bahia, jeunes dans la rue.

la sécurité des élèves, mais ignorent souvent les pratiques répressives mises en œuvre par l'école (comme les suspensions, les expulsions, entre autres).

Comme dans le cas du quartier, cette perception négative de l'école n'est pas également partagée par l'ensemble de la population étudiée. Les critiques sont généralement plus sévères dans 24 domiciles sur 38, 8 localisés dans la favela et 16 hors favela et spécialement dans les cas où les enfants ont été victimes de la violence (6 entre les 19 familles de la favela et 5 parmi les 19 autres, soit 30 % au total).

Les critiques dirigées contre l'école sont, en vérité, adressées au public scolaire considéré comme trop hétérogène et, de façon générale, au «climat» de l'établissement. La perception est plus négative chez les habitants hors favela, indépendamment de la violence effective qu'ils subissent. Il y aurait donc un «imaginaire de la violence» non réductible aux dangers réellement encourus. Comme l'a montré Debarbieux (1996), le phénomène de

la violence scolaire exprime en fait plus la manifestation de la transgression de codes de conduites que des délits, une réaction contre l'ambiance de l'établissement.

Plus qu'une véritable délinquance. D'autres facteurs interviennent, corrélés aux fonctions de l'établissement scolaire et aux comportements du corps enseignant et administratif, dans le jugement que les familles portent sur le processus scolaire. L'école est d'autant plus valorisée qu'elle permet l'intégration sur le marché de l'emploi et prolonge une logique de « formation morale et sociale » de l'individu.

L'école n'est pas dévalorisée par les familles populaires parce qu'elle n'appartiendrait pas à leur « monde culturel », mais plutôt parce qu'elle rassemble dans un même espace ce que le quartier divise, différencie socialement et rend visible par le type d'habitat occupé. Les autres facteurs intervenant dans les rapports école-

familles tiennent à une imbrication de données où la crédibilité de l'école repose sur un dosage subtil entre la valorisation liée aux aspects de socialisation et d'intégration professionnelle des enfants et les pratiques administratives et pédagogiques de l'établissement, souvent jugées négatives ou/et incomprises par les parents. C'est à un diagnostic nuancé que conduit notre étude, puisque toutes les familles situées dans les mêmes conditions n'adoptent pas le même rapport ni à l'école ni au quartier. La recherche indique cependant que les familles les plus favorisées au sein d'une situation de diversité urbaine cherchent à fuir le côtoiement avec les autres et attendent pour la plupart de l'école, dans sa dimension éducative, qu'elle permette aux enfants de suivre leur formation sans y subir « le risque de la marginalité ».

**Nadir Zago**

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

CECA/FNMA, *Uma cidade numa ilha: relatório sobre os problemas sócio-ambientais da ilha de Santa Catarina*, Florianópolis, Insular, 1996.

Dubet F. et Lapeyronnie D., *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992.

Damatta R., *A casa & a rua*, Rio de Janeiro, Guanabara Kooogan, 1991.

De Queiroz, J.-M., *L'école et ses sociologies*, Paris, Nathan, 1995.

Debarbieux, E., *La violence en milieu scolaire: perspectives comparatives portant sur 86 établissements*. Université de Bordeaux II, rapport de recherche, 1996.

Henriot-van Zanten, A., Payet, J.-P., Roulleau-Berger, L., *L'école dans la ville: accords et désaccords autour d'un projet politique*, Paris, L'Harmattan, 1994.

Henriot-van Zanten A., « L'école et la communauté. Problématique surannée ou renouveau d'un champ de recherches ? », *Revue française de pédagogie*, 78, 74-86, 1987.

IPUF, *Perfil áreas carentes-continente*, Florianópolis, UPUF, 1993.

Léger, A. et Tripier, M., *Fuir ou construire l'école populaire?* Paris, Méridiens-Klincksieck, 1986.

Payet, J.-P., *Collèges de banlieue. Ethnographie d'un monde scolaire*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1995.

Payet, J.-P., « L'école à l'épreuve de la répartition sociale: la relation professionnels/publics dans les établissements scolaires de banlieue », *Revue Française de Pédagogie*, 109, 7-17, 1994.

Wieviorka, M., *La France raciste*, Paris, Seuil, 1992.

Zago, N., « Le travail infantile: l'enfance subvertie ? », *Revue de l'Institut de Sociologie*, Université Libre de Bruxelles, 1-2., 135-146, 1994.

> **Nadir Zago** est enseignante à Université Fédérale de Santa Catarina au Centro de Filosofia et Ciências Humanas – Brésil et chercheur auprès du CNPQ (Centro Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico). Sa thèse de doctorat a été soutenue en sciences de l'Éducation sous le titre : « Travail des enfants et scolarisation dans le milieu paysan », à l'université René-Descartes, Paris V, 1989. Depuis plusieurs années, elle réalise des recherches sur les rapports entre la famille, l'école et le milieu local dans les banlieues populaires au sud du Brésil.